

MACÉDOINE

Amnesty International appelle au respect des droits fondamentaux des membres de toutes les communautés

Index AI : EUR 65/001/01

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« *Toutes les parties au conflit qui ne cessent de s'intensifier en Macédoine doivent respecter les droits fondamentaux des Macédoniens, des Albanais de souche et des membres des autres minorités* », a déclaré ce jour (mardi 20 mars 2001) Amnesty International, alors que l'armée macédonienne se prépare à lancer une offensive de grande envergure contre les groupes armés issus de la communauté albanaise positionnés à la périphérie de la ville Tetovo.

Amnesty International s'est déclarée préoccupée par la récente escalade de la violence en Macédoine, et a appelé toutes les parties au conflit à respecter les instruments internationaux relatifs aux droits humains et le droit international humanitaire, qui interdit notamment à l'égard des civils les meurtres, les actes de torture et les prises d'otages. « *Après quasiment dix ans d'affrontements ininterrompus dans cette partie de l'Europe, ni la population de la Macédoine ni les habitants de l'ensemble de la région ne veulent assister à une répétition des violations des droits humains qui accompagnent tout conflit armé* », a souligné Amnesty International.

L'organisation est avant tout préoccupée par le sort des personnes de plus en plus nombreuses qui tentent de se soustraire aux violences en quittant la Macédoine. « *Les principales victimes des précédentes guerres qu'a connues la région ont été les civils : plus de deux millions d'entre eux sont toujours déplacés dans leur propre pays, loin de leur foyer, ou réfugiés à l'étranger sans solution durable. Bien qu'il n'y ait eu jusqu'ici aucune attaque délibérée contre des civils en Macédoine,*

des habitants

– parmi lesquels des femmes et des enfants en grand nombre – fuient d'ores et déjà ce pays pour tenter d'obtenir une protection internationale contre les violations des droits humains qu'ils anticipent. »

La majorité de ces réfugiés sont des membres de la communauté albanaise qui ont fui la région de Tetovo ; un nombre incertain de Macédoniens ont également quitté cette zone pour se diriger vers Skopje, la capitale de la Macédoine. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), un nombre de réfugiés estimé à 1 600 ont franchi la frontière avec l'Albanie – certains pour se diriger vers l'Italie –, tandis que 480 autres personnes ont gagné le Kosovo. D'après des informations non confirmées émanant de la Croix-Rouge serbe, un nombre de personnes estimé à 1 500 se sont réfugiées dans le sud de la Serbie, apparemment dans l'intention de se rendre en Bosnie et en Croatie, tandis que des sources gouvernementales bulgares ont indiqué que jusqu'à 2 000 personnes – des femmes et des enfants pour la plupart – étaient entrées en Bulgarie en vue de gagner la Turquie.

Rappel des faits

Les attaques violentes se sont multipliées dans le pays depuis qu'un policier macédonien a été tué au cours d'un attentat à la grenade perpétré contre le poste de police de Tearce le 22 janvier 2001. Un groupe armé d'opposition inconnu jusqu'alors, l'*Ushtria Çlirimtare Kombetare* (UÇK, Armée de libération nationale), a revendiqué la responsabilité de cette attaque. Les heurts qui se sont ensuite produits entre des groupes armés issus de la communauté albanaise et les forces de sécurité macédoniennes près de Tanusevci, coûtant la vie à trois membres des forces régulières, ont conduit le gouvernement macédonien à fermer les frontières du pays, puis les violences se sont propagées à Tetovo, ville majoritairement peuplée d'Albanais de souche dans l'ouest de la

Macédoine. ●

**Pour obtenir de plus amples
informations, veuillez contacter le
Service de presse d'Amnesty
International, à Londres, au +44 20 7413
5566 ou consulter notre site web :**
<http://www.amnesty.org>